



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 74.998/4  
du 24 janvier 2024

advies 74.998/4  
van 24 januari 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif  
aux aéronefs ultralégers  
motorisés'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'betreffende de  
ultralichte  
motorluchtvaartuigen'

Le 29 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité à communiquer un avis dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux aéronefs ultralégers motorisés'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 janvier 2024.

\*

Op 29 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de ultralichte motorluchtvaartuigen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 januari 2024.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, la tenue du registre des immatriculations et la procédure d'enregistrement des ULM<sup>1</sup>, ainsi que les modalités de formation initiale des élèves-pilotes<sup>2</sup>, impliquent notamment la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel.

Il y a donc lieu de soumettre le projet à l'avis de l'Autorité de protection des données.

Par conséquent, l'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité obligatoire, qui sera visée au préambule.

2. L'accomplissement de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information', est visé à l'alinéa 8 du préambule.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a précisé que cette formalité sera accomplie après la consultation de la section de législation. Il conviendra d'y veiller.

---

<sup>1</sup> Voir notamment l'article 8 du projet, relatif au contenu de la demande d'enregistrement d'un ULM.

<sup>2</sup> Voir notamment l'article 65, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du projet, relatif à l'obligation pour l'instructeur de tenir à jour, par élève, un dossier de formation documenté.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet contient des dispositions impliquant le traitement de données à caractère personnel.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, le respect du principe de légalité formelle s'applique à tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, à toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur <sup>3</sup>.

Par conséquent, les « éléments essentiels » des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la norme législative elle-même. À cet égard, le Conseil d'État, section de législation, et la Cour constitutionnelle considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données <sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

<sup>4</sup> Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101, *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119. Voir aussi C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 16 février 2023, n° 26/2023, B.74.1.

En l'espèce, et compte tenu de leur nature et de leur caractère approprié à l'objet de l'arrêté en projet, il peut cependant être raisonnablement admis que le Roi puise dans l'habilitation qu'il tire de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juin 1937 'portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne', le pouvoir d'adopter les dispositions du projet impliquant un traitement de données à caractère personnel, sans que cela ne soulève de difficulté au regard du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution <sup>5</sup>.

Il n'en demeure pas moins que le droit au respect de la vie privée impose de préciser dans le projet les éléments essentiels de ces traitements de données à caractère personnel.

Le projet sera dès lors complété afin de fixer expressément ces éléments <sup>6</sup>.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, il sera précisé que l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juin 1937 a été modifié par la loi du 2 janvier 2001.

2. À l'alinéa 5, il sera mentionné que l'accord de la Secrétaire d'État au Budget a été donné le 5 décembre 2023.

3. La communication du présent avis a été demandée dans un délai de soixante jours. Par conséquent, l'alinéa 7 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 74.998/4 du Conseil d'État donné le 24 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » <sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Voir dans le même sens l'avis 65.654/2 donné le 9 avril 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 avril 2019 'fixant les critères d'agrément des psychologues cliniciens, ainsi que des maîtres de stage et services de stage' ; l'avis 69.550/2/VR donné le 14 juillet 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 novembre 2021 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales' ; et l'avis 70.074/2/V donné le 7 septembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2021 'fixant la procédure relative à l'agrément des professionnels des soins de santé mentale'.

<sup>6</sup> En ce sens, voir également l'avis 74.822/4 donné le 27 décembre 2023 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'fixant les modalités d'organisation des élections des délégués représentant le personnel en application de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)'.

<sup>7</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

## DISPOSITIF

### Article 1<sup>er</sup>

1. Dans la définition des termes « Aéronef ultraléger motorisé (ULM) », les deux dernières lignes du tableau des masses maximales enregistrées au décollage (MTOM), seront soit omises, soit revues afin d'assurer la cohérence de ce tableau avec celui repris au point 1, e), de l'annexe 1 du règlement (UE) 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018 'concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, et modifiant les règlements (CE) n° 2111/2005, (CE) n° 1008/2008, (UE) n° 996/2010, (UE) n° 376/2014 et les directives 2014/30/UE et 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n° 552/2004 et (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ainsi que le règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil', ainsi qu'avec le point 1, f), de la même annexe<sup>8</sup>.

2. Dans la définition de l'accident, au a), la section de législation se demande si l'exception prévue au troisième tiret ne devrait pas être également prévue pour d'autres situations mentionnées aux premier et deuxième tirets.

3. Dans un but de sécurité juridique et afin de faciliter tant les références qui pourraient y être faites que les modifications qui pourraient y être apportées, les définitions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> seront pourvues d'une numérotation.

### Article 12

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, énonce :

« Le certificat cesse d'être valable :

1° au cas où les droits de propriété ou les droits en tant que locataire du titulaire du certificat sur l'appareil prennent fin ».

L'article 4 du projet ne traite cependant que la seule hypothèse de l'enregistrement d'un ULM appartenant, en totalité ou en partie, en pleine propriété ou en nue-propriété, aux personnes physiques et morales qui y sont visées.

Sauf à modifier plus fondamentalement la section 1<sup>ère</sup> du chapitre II du projet afin d'y organiser l'enregistrement d'un ULM par son locataire, les mots « ou les droits en tant que locataire » seront remplacés par « ou de nue-propriété » dans la disposition examinée.

---

<sup>8</sup> Lequel fixe à 600 kilogrammes la MTOM des autogires monoplaces ou biplaces visés à l'article 2, paragraphe 3, point d), du même règlement.

### Article 20

Afin d'assurer la cohérence de la terminologie utilisée dans le dispositif, les mots « un laissez-passer de navigation (APV) » seront remplacés par les mots « une autorisation provisoire de vol (APV), dite laissez-passer de navigation »<sup>9</sup>.

### Article 23

La mention d'un paragraphe 1<sup>er</sup> sera omise, l'article 23 ne comprenant qu'un seul alinéa. Il est renvoyé pour le surplus à l'observation formulée à propos de l'article 96 du projet.

### Article 26

L'article 26 ne prévoit pas, en cas de cession d'un ULM, la transmission au nouveau propriétaire du livret mentionné à l'article 28, alinéa 2.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, complétée.

### Article 44

L'article 44 énumère les documents dont doit être muni tout ULM admis à la circulation aérienne. Le 3<sup>e</sup> point de cette énumération mentionne « le carnet de route, sauf pour un vol local ».

Aucune autre disposition de l'arrêté en projet ne définit ni ne se réfère à ce document. L'auteur du projet vérifiera si celui-ci ne doit pas être complété sur ce point, le cas échéant par référence à une norme préexistante.

### Article 58

Au paragraphe 5, la référence à l'article 71, § 1<sup>er</sup>, 5°, sera remplacée par une référence à l'article 71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

### Article 66

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « visé au FCL.930.FI, b), 1), du Règlement Aircrew » seront remplacés par les mots « visé au FCL.930.FTI, a), 1), du Règlement Aircrew ».

---

<sup>9</sup> La subdivision en sections du chapitre III du projet sera en outre revue afin d'y intégrer cette disposition. Une remarque similaire vaut également pour les articles 27 à 30 du projet.

### Article 71

Les deux premiers alinéas de la disposition seront regroupés dans un paragraphe 1<sup>er</sup>.

### Article 72

Au paragraphe 2, alinéa 2, il sera fait référence à l'alinéa 1<sup>er</sup> et non à « l'article 72, § 3, ».

### Article 73

Le paragraphe 3 dispose :

« Le candidat est libre de choisir son examinateur, sauf décision contraire et motivée du DG ».

Cette disposition sera complétée afin de préciser la façon dont la « décision contraire » du DG s'insère dans le processus d'organisation des épreuves.

Il n'y a, par contre, pas lieu de mentionner que cette décision est motivée, cette exigence découlant déjà de l'article 2 de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

### Article 77

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'article 28, § 2 » seront remplacés par les mots « visés à l'article 28, alinéa 2 ».

### Article 95

L'article 95 vise à remplacer le délai de nonante jours prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 2009 'fixant les conditions d'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs non munis d'un certificat de navigabilité', par un délai d'une année.

Alors que le délai de nonante jours actuellement prévu par cette disposition prenait cours à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 16 mars 2009, le nouveau délai d'une année prévu par l'article 95 n'est censé commencer à courir qu'à partir de la date d'entrée en vigueur de cette disposition modificative.

L'article 95 sera revu afin de prévoir le point de départ du délai d'une année que la disposition à l'examen instaure.

### Article 96

La formulation de l'article 96 sera revue pour plus de clarté, l'article 23 dont il rend « [l]es dispositions [...] applicables aux autorisations restreintes de circulation aérienne » ne comprenant qu'une phrase. À cet égard, il est également renvoyé à l'observation particulière formulée à propos de l'article 23.

### Article 103

Les références à l'article 66 ne tiennent pas compte de la division de cette disposition en paragraphes. La disposition sera revue en conséquence.

### Article 107

L'abréviation « TMG »<sup>10</sup> sera définie à l'article 1<sup>er</sup>, tout comme le sont les autres abréviations utilisées dans le projet.

### Article 108

L'article 108 énonce :

« Les autorisations d'exploitation commerciale délivrées avant l'entrée en vigueur du chapitre IX restent valables jusqu'à leur expiration ».

Contrairement à l'article 87 du projet, l'article 55 de l'arrêté royal du 25 mai 1999 'fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés' ne fixe toutefois pas de durée maximale des autorisations d'exploitation commerciale. Il revient donc à l'auteur du projet de vérifier si les autorisations d'exploitation commerciale visées par cette disposition transitoire ont bien été délivrées pour une durée déterminée et, si tel devait ne pas être le cas, de la compléter afin de prendre en compte cette hypothèse.

\*

---

<sup>10</sup> En anglais : *touring motor glider*.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule, en in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Het bijhouden van het register van de inschrijvingen en de procedure voor de inschrijving van ULM's,<sup>1</sup> alsook de nadere regels voor de initiële opleiding van de leerling-piloten,<sup>2</sup> impliceren *in casu* onder meer dat persoonsgegevens worden verwerkt.

Het ontwerp moet dan ook om advies worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat dit verplichte vormvereiste naar behoren wordt vervuld en in de aanhef wordt vermeld.

2. In het achtste lid van de aanhef wordt verwezen naar de vervulling van de kennisgevingsprocedure, voorzien in richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’.

---

<sup>1</sup> Zie met name artikel 8 van het ontwerp, betreffende de inhoud van de aanvraag voor de registratie van een ULM.

<sup>2</sup> Zie met name artikel 65, § 1, 5°, van het ontwerp, betreffende de verplichting voor de instructeur om een gedocumenteerd opleidingsdossier van elke leerling bij te houden.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat dit vormvereiste zal worden vervuld na de raadpleging van de afdeling Wetgeving. Daar moet op worden toegezien.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp bevat bepalingen die de verwerking van persoonsgegevens impliceren.

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke inmenging in het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.<sup>3</sup>

Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wetgevende norm zelf worden vastgelegd. In dat verband zijn de afdeling Wetgeving en het Grondwettelijk Hof van oordeel dat, ongeacht wat de aard van de betrokken aangelegenheid is, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1° de categorieën van verwerkte gegevens; 2° de categorieën van betrokken personen; 3° de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4° de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5° de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.<sup>4</sup>

Rekening houdend met de aard van de bepalingen van het ontwerp die een verwerking van persoonsgegevens impliceren en met het feit dat ze volledig stroken met de strekking van het ontwerpbesluit, kan *in casu* echter redelijkerwijze worden aangenomen dat de Koning zijn bevoegdheid om die bepalingen uit te vaardigen ontleent aan de machtiging die hem wordt verleend bij artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1937 ‘houdende herziening van de wet van

<sup>3</sup> Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie onder meer GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

<sup>4</sup> Advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101 (Parl.St. Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119). Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 16 februari 2023, nr. 26/2023, B.74.1.

16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart', zonder dat dit problemen oplevert ten aanzien van het in artikel 22 van de Grondwet vervatte legaliteitsbeginsel.<sup>5</sup>

Dat neemt niet weg dat het recht op eerbiediging van het privéleven vereist dat de essentiële elementen van die verwerkingen van persoonsgegevens worden vermeld in het ontwerp.

Bijgevolg moet het ontwerp worden aangevuld zodat het die elementen uitdrukkelijk bepaalt.<sup>6</sup>

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. In het eerste lid moet nader worden gesteld dat artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1937 gewijzigd is bij de wet van 2 januari 2001.

2. In het vijfde lid moet worden vermeld dat de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting dateert van 5 december 2023.

3. Er is verzocht om mededeling van dit advies binnen een termijn van zestig dagen. Bijgevolg moet het zevende lid, betreffende het advies van de Raad van State, worden gesteld als volgt:

“Gelet op advies 74.998/4 van de Raad van State, gegeven op 24 januari 2024 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.<sup>7</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 1

1. In de definitie van de woorden “Ultralicht motorluchtvaartuig (ULM)” moeten de twee laatste lijnen van de tabel met de geregistreerde maximumstartmassa's (MTOM) ofwel

---

<sup>5</sup> Zie in dezelfde zin advies 65.654/2 van 9 april 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 26 april 2019 ‘tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van klinisch psychologen, alsmede van stagemeesters en stagediensten’; advies 69.550/2/VR van 14 juli 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 18 november 2021 ‘tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen’; en advies 70.074/2/V van 7 september 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 22 december 2021 ‘tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepsbeoefenaars in de geestelijke gezondheidszorg’.

<sup>6</sup> Zie in die zin advies 74.822/4 van 27 december 2023 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsregering ‘fixant les modalités d’organisation des élections des délégués représentant le personnel en application de l’article 19, § 1<sup>er</sup>, 7°, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)’.

<sup>7</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

worden weggelaten ofwel worden herzien zodat die tabel in overeenstemming is met de tabel die vervat is in punt 1, e), van bijlage I bij verordening (EU) 2018/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2018 ‘inzake gemeenschappelijke regels op het gebied van burgerluchtvaart en tot oprichting van een Agentschap van de Europese Unie voor de veiligheid van de luchtvaart, en tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 2111/2005, (EG) nr. 1008/2008, (EU) nr. 996/2010, (EU) nr. 376/2014 en de Richtlijnen 2014/30/EU en 2014/53/EU van het Europees Parlement en de Raad, en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 552/2004 en (EG) nr. 216/2008 van het Europees Parlement en de Raad en Verordening (EEG) nr. 3922/91 van de Raad’, alsook met punt 1, f), van dezelfde bijlage.<sup>8</sup>

2. Wat de definitie van het begrip “ongeval” betreft, vraag de afdeling Wetgeving zich af of de uitzondering waarin *littera a)*, derde streepje, voorziet, niet eveneens zou moeten gelden voor andere situaties die in het eerste en het tweede streepje worden vermeld.

3. Ter wille van de rechtszekerheid en om eventuele verwijzingen naar die definities alsook eventuele wijzigingen ervan makkelijker te maken, moeten de in artikel 1 gegeven definities worden genummerd.

## Artikel 12

Paragraaf 1, 1°, luidt:

“Het bewijs is niet meer geldig:

1° in geval de eigendomsrechten of rechten als huurder van de houder van het bewijs op het toestel een einde nemen”.

Artikel 4 van het ontwerp heeft echter alleen betrekking op de registratie van een ULM die, geheel of gedeeltelijk, in volle of blote eigendom, toebehoort aan de natuurlijke en rechtspersonen die in dat artikel worden bedoeld.

Ofwel moet afdeling 1 van hoofdstuk II van het ontwerp grondig worden gewijzigd zodat ze het de registratie van een ULM door de huurder regelt, ofwel moeten de woorden “of rechten als huurder” in de voorliggende bepaling worden vervangen door de woorden “of de blote-eigendomsrechten”.

---

<sup>8</sup> Daarin wordt de MTOM van autogiro's met één of met twee zitplaatsen, bedoeld in artikel 2, lid 3, onder d), van dezelfde verordening, vastgesteld op 600 kilogram.

### Artikel 20

Ter wille van de samenhang van de in het dispositief gebruikte terminologie moeten de woorden “een luchtvaartpas (VTTL)” worden vervangen door de woorden “een voorlopige toelating tot het luchtverkeer (VTTL), luchtvaartpas genoemd”.<sup>9</sup>

### Artikel 23

De aanduiding “§ 1.” moet worden weggelaten aangezien artikel 23 maar één lid bevat. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking over artikel 96 van het ontwerp.

### Artikel 26

Artikel 26 voorziet niet dat, in geval van overdracht van een ULM, ook het boekje dat in artikel 28, tweede lid, wordt vermeld, overgedragen wordt.

De bepaling moet worden herzien en in voorkomend geval aangevuld.

### Artikel 44

In artikel 44 worden de documenten opgesomd die aanwezig moeten zijn in elke tot het luchtverkeer toegelaten ULM. Punt 3° van die opsomming vermeldt “het reisdagboek, behalve voor een lokale vlucht”.

In geen enkele andere bepaling van het ontwerpbesluit wordt dat document gedefinieerd of wordt ernaar verwezen. De steller van het ontwerp moet nagaan of het ontwerp op dat punt niet moet worden aangevuld, in voorkomend geval met een verwijzing naar een reeds bestaande norm.

### Artikel 58

In paragraaf 5 moet de verwijzing naar artikel 71, § 1, 5°, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 71, § 1, tweede lid.

### Artikel 66

In paragraaf 1, 4°, moeten de woorden “de in FCL.930.FI, b), 1, van de Aircrew-verordening bedoelde” worden vervangen door de woorden “de in FCL.930.FTI, a), 1, van de Aircrew-verordening bedoelde”.

---

<sup>9</sup> Bovendien moet de onderverdeling in afdelingen van hoofdstuk III van het ontwerp worden herzien, zodat die bepaling daarin kan worden opgenomen. Een vergelijkbare opmerking geldt eveneens voor de artikelen 27 tot 30 van het ontwerp.

### Artikel 71

De eerste twee leden van de bepaling moeten worden samengevoegd in een paragraaf 1.

### Artikel 72

In paragraaf 2, tweede lid, moet worden verwezen naar het eerste lid in plaats van naar “artikel 72, § 3,”.

### Artikel 73

Paragraaf 3 bepaalt:

“Het staat de kandidaat vrij zijn examinerator te kiezen, behoudens andersluidende en gemotiveerde beslissing van de DG”.

Die bepaling moet worden aangevuld zodat ze preciseert hoe de “andersluidende beslissing” van de DG wordt ingepast in het organisatieproces van de proeven.

Daarentegen hoort niet te worden vermeld dat die beslissing “gemotiveerd” is, aangezien dat vereiste al voortvloeit uit artikel 2 van de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen’.

### Artikel 77

In paragraaf 1 moeten de woorden “De in artikel 28, § 2” worden vervangen door de woorden “De in artikel 28, tweede lid,”.

### Artikel 95

Artikel 95 strekt ertoe de termijn van negentig dagen, bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 maart 2009 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor de toelating tot het luchtverkeer aan bepaalde luchtvaartuigen die niet beschikken over een bewijs van luchtwaardigheid’, te vervangen door een termijn van een jaar.

Terwijl de termijn van negentig dagen waarin de bepaling momenteel voorziet, inging op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 16 maart 2009, wordt de nieuwe termijn van een jaar die in artikel 95 wordt vastgesteld, geacht pas in te gaan op de datum van inwerkingtreding van die wijzigingsbepaling.

Artikel 95 moet worden herzien zodat het bepaalt op welk tijdstip de termijn van een jaar, die door de bepaling wordt ingevoerd, ingaat.

### Artikel 96

Ter wille van de duidelijkheid moet artikel 96 worden geherformuleerd, aangezien artikel 23, waarvan het “[d]e bepalingen” toepasselijk maakt “op de beperkte toelatingen tot het luchtverkeer”, maar één zin bevat. In dat verband wordt eveneens verwezen naar de bijzondere opmerking over artikel 23.

### Artikel 103

De verwijzingen naar artikel 66 gaan voorbij aan de onderverdeling van die bepaling in paragrafen. De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

### Artikel 107

De afkorting “TMG”<sup>10</sup> moet, net zoals met de andere in het ontwerp gebruikte afkortingen gebeurd is, worden gedefinieerd in artikel 1.

### Artikel 108

Artikel 108 luidt:

“Toelatingen tot commerciële vluchtuitvoering, afgegeven voor de inwerkingtreding van hoofdstuk IX blijven geldig tot zij verstrijken”.

In tegenstelling tot artikel 87 van het ontwerp bepaalt artikel 55 van het koninklijk besluit van 25 mei 1999 ‘tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van ultralichte motorluchtvaartuigen’ evenwel geen maximumduur voor toelatingen tot commerciële vluchtuitvoering. De steller van het ontwerp hoort dus na te gaan of de in die overgangsbepaling bedoelde toelatingen tot commerciële vluchtuitvoering wel degelijk zijn afgegeven voor een bepaalde duur. Als dat niet het geval zou zijn, dient hij de bepaling aan te vullen om met dat geval rekening te houden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

---

<sup>10</sup> In het Engels: *touring motor glider*.